



Début 2012 : l'activité au point mort

www.insee.fr

- Régions
- Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Les publications

Depuis l'été 2011, l'économie mondiale doit faire face à plusieurs chocs défavorables : hausse du prix des matières premières, conséquences du Tsunami au Japon, durcissement des politiques budgétaires, aux États-Unis et en Europe. L'activité des économies avancées a tout de même légèrement progressé au premier trimestre 2012 : + 0,3 %, après + 0,2 % le trimestre précédent. Les évolutions ont cependant été différentes selon les pays ou les zones. Alors que l'activité croît vivement au Japon, en lien avec les aides à la reconstruction, le Royaume-Uni est en récession ; la zone euro, qui subit également les tensions qui règnent sur les dettes souveraines, en est proche. Les États-Unis et les pays émergents sont dans une position intermédiaire : leurs économies sont en croissance, mais à un rythme inférieur à celui d'avant-crise.

En France, l'activité s'est stabilisée au premier trimestre 2012 (0,0 % après + 0,1 %). L'investissement s'est replié, face à un environnement peu propice ; les perspectives d'activité se sont affaiblies et les conditions d'octroi du crédit se sont durcies en début d'année. Les échanges extérieurs ont contribué négativement à la croissance. Enfin, la consommation des ménages a modestement rebondi (+ 0,2 % après - 0,1 %), malgré le ralentissement du pouvoir d'achat des ménages.

Ce ralentissement de la croissance, en cours depuis l'été dernier, s'est répercuté tant sur le marché du travail national que régional. Les créations d'emploi sont peu nombreuses et en corollaire, les taux de chômage ont encore augmenté. Dans le même temps, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi est restée soutenue.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié a légèrement augmenté au premier trimestre 2012. Sur un an, il a également progressé, mais son évolution a nettement ralenti depuis la mi-2011. Cette hausse de l'emploi n'a pas concerné tous les secteurs. Tout d'abord, les effectifs intérimaires, forme d'emploi très sensible à la conjoncture économique, ont de nouveau baissé. D'autre part, les effectifs dans l'industrie ont, comparativement à la fin 2011, légèrement diminué, mais ont conservé une tendance positive sur un an. Par ailleurs, les emplois salariés dans le tertiaire ont augmenté, mais uniquement dans les services. Dans le commerce, environ 500 emplois ont en effet été perdus au cours du 1^{er} trimestre 2012. Enfin, si l'emploi dans le BTP a renoué avec la hausse par rapport au quatrième trimestre 2011, les pertes annuelles de ce secteur (1 000 emplois) sont demeurées élevées.



La conjoncture du secteur s'est quelque peu améliorée ces derniers mois. Tout d'abord, le nombre de mises en chantier¹, a fortement augmenté (+ 18 %) en 2011. Cette hausse, qui fait suite à trois années de forte baisse entre 2008 et 2010, bénéficie à l'activité de construction de logements neufs. De même, les entrepreneurs du segment de l'entretien-rénovation ont encore récemment signalé la poursuite du redressement de leur activité. Cependant, les perspectives restent incertaines. Les ventes régionales de logements neufs sont en forte baisse (- 15,7 %) sur un an. La réduction récente des avantages fiscaux liés au dispositif Scellier et le durcissement des conditions de financement de la part des banques expliquent cette baisse.

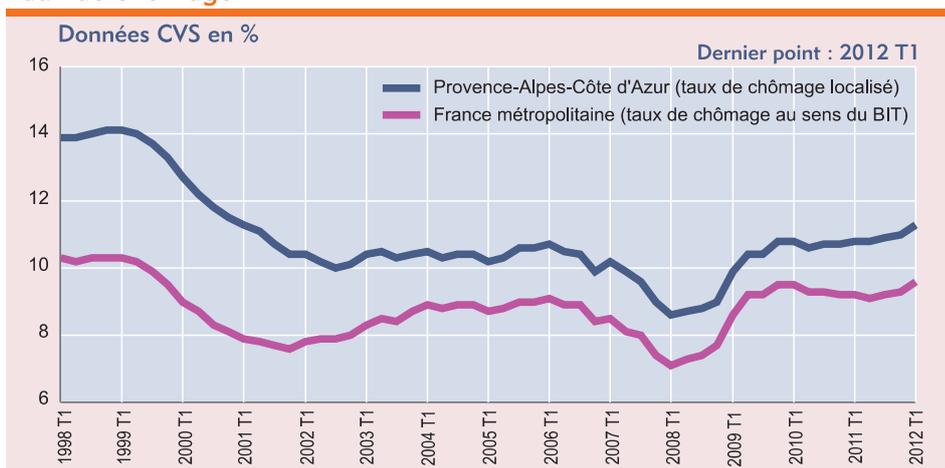
Cette atonie de l'emploi face à la dégradation des perspectives économiques, n'a pas été sans conséquence sur le chômage. Dans la région, la hausse annuelle du nombre de demandeurs d'emploi s'est maintenue à plus de 6 % au premier trimestre 2012, avant de s'atténuer légèrement en avril et mai 2012. Au sein des demandeurs d'emploi, la hausse n'est cependant pas homogène pour l'ensemble des catégories. Si la demande d'emploi des moins de 25 ans est contenue, les seniors restent les plus touchés par cette dégradation. Le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a augmenté de 15 % entre fin mars 2011 et fin mars 2012. Parallèlement, le chômage de longue durée a poursuivi sa progression avec la même intensité : + 11 % de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an sur la même période. Au final, le taux de chômage régional s'est inscrit en hausse de 0,3 point, pour s'établir à 11,3 %. Au niveau national, il a également augmenté de 0,3 point pour s'établir à 9,6 % de la population active.

Les tensions financières dans la zone euro se sont à nouveau avivées depuis avril 2012. Les informations conjoncturelles disponibles laissent d'ores et déjà entrevoir une contraction de l'économie de la zone euro au deuxième trimestre 2012, avant un léger redressement au second semestre. Dans le même temps, l'activité française demeurerait stable au deuxième trimestre 2012, puis repartirait lentement au second semestre (+ 0,1 % au troisième trimestre et + 0,2 % au quatrième). Parallèlement, l'emploi reculerait dans les secteurs marchands et le chômage augmenterait encore à cet horizon de prévision.

1. En date réelle.

Bérandère Duploux
Éric Rubiloni

Taux de chômage



Source : Insee

Institut National de la Statistique
 et des Études Économiques
 Provence-Alpes-Côte d'Azur
 17 rue Menpenti
 13387 Marseille Cedex 10
 Tél : 04 91 17 57 57 Fax : 04 91 17 59 60

Directeur de la publication : Renan Duthion
 Chef du service Études et Diffusion : Olivier Biau
 Rédacteur en chef : Claire Joutard

Retrouvez les résultats complets de l'étude sur www.insee.fr :
l'ANALYSE N° 22, juillet 2012 dont les Données de l'étude